

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 29 JUIN 1999  
RELATIVE A L'OCTROI ET AUX MODALITES DE LIQUIDA-  
TION DES AVANTAGES SOCIAUX COMPLEMENTAIRES ET  
FIXANT LE MONTANT ET LES MODALITES DE PERCEPTION  
DES COTISATIONS DES EMPLOYEURS.

-----  
CHAPITRE Ier. - CHAMP D'APPLICATION.

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières, nommés ci-après ouvriers, des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie des briques.

Cette convention collective de travail n'est pas d'application pour la S.A. SCHEERDERS-VAN KERCHOVE'S, Verenigde Fabrieken à Sint-Niklaas, et les ouvriers qui y sont occupés.

CHAPITRE II. - AVANTAGES SOCIAUX COMPLEMENTAIRES.

Art. 2. En exécution des statuts du Fonds social pour l'industrie briquetière, les avantages sociaux suivants sont octroyés par l'intermédiaire du Fonds social.

Section I. Prime sociale.

a) Modalités d'octroi

Art. 3. Une prime sociale est octroyée aux ouvriers occupés par un employeur visé à l'article 1er, à charge du Fonds social précité et dans les conditions définies ci-après.

Art. 4. 1. La prime sociale s'élève pour tous les ouvriers à l'exception des prépensionnés à 4.300 F au maximum en 1999 et à 4.700 F en 2000. Elle est calculée en multipliant par 358,33 F en 1999 et par 391,67 F en 2000 le nombre de mois et

NEERJUGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.  
01 -07-1999 | 08 -10-1999 | N<sup>o</sup> 52490/60/114

de mois commencés d'inscription au registre du personnel au cours de l'exercice défini à l'article 5, § 1er, b) pour le calcul de la prime des années 1999 et 2000.

En application de cet article 4.1, la prime sociale est fixée comme suit :

Nombre de mois ---	Prime sociale ----	
	<u>1999</u>	<u>2000</u>
1	358	392
2	717	783
3	1075	1175
4	1433	1567
5	1792	1958
6	2150	2350
7	2508	2742
8	2867	3133
9	3225	3525
10	3583	3917
11	3942	4308
12	4300	4700

2. La prime sociale atteint pour les prépensionnés 3.500 F en 1999 et 2000. Elle est calculée en multipliant par 291,66 F le nombre de mois auquel ils ont droit au cours de l'exercice visé à l'article 5 pour le calcul de la prime des années 1999 et 2000.

En application de cet article 4.2, la prime sociale est fixée comme suit :

Nombre de mois ---	Prime sociale --- <u>1999 et 2000</u>
1	292
2	583
3	875
4	1167
5	1458
6	1750
7	2042
8	2333
9	2625
10	2917
11	3208
12	3500

Art. 5. § 1er. - Les ouvriers, sans distinction d'âge, ont droit à la prime sociale s'ils répondent aux conditions suivantes :

- a) être membres d'une des organisations interprofessionnelles représentatives des travailleurs fédérées sur le plan national;
- b) au cours de l'exercice, commençant le 1er juillet de l'année précédente et se terminant le 30 juin de l'année en cours, avoir été inscrits au registre du personnel d'une entreprise visée à l'article 1er;
- c) ne pas avoir été licenciés pour motifs graves.

Répondent également aux conditions fixées au § 1er, b), les ouvriers :

- 1°) dont le contrat de travail a été suspendu par suite d'une incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident ou d'un accident de travail et qui ont fourni au cours de l'exercice précité des prestations de travail effectives ou assimilées;

- 2°) qui sont prépensionnés. Ils reçoivent pour la dernière fois la prime sociale comme prévu à l'article 4.1 pour l'exercice au cours duquel ils sont pensionnés. Ils reçoivent pour la dernière fois la prime sociale comme prévu à l'article 4.2 pour l'exercice au cours duquel ils sont pensionnés. Comme prévu au 3°, les ouvriers pensionnés au cours de la période commençant le 1er janvier et se terminant le 30 juin sont également considérés comme étant inscrits au registre du personnel jusqu'au 30 juin;
- 3°) qui sont mis à la retraite conformément aux dispositions légales ou conventionnelles relatives aux pensions de retraite et de survie, au cours de la période commençant le 1er janvier et se terminant le 30 juin, étant donné qu'ils sont considérés comme inscrits au registre du personnel jusqu'au 30 juin. Ils reçoivent la prime sociale comme prévu à l'article 4.2.

§ 2.- Les ouvriers dont le contrat de travail a été suspendu par suite d'une incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident ou d'un accident de travail et qui n'ont pas effectué des prestations effectives ou assimilées pendant l'exercice précité, ont droit à la prime sociale. Celle-ci est calculée en fonction de l'ancienneté qu'ils ont atteinte au service du même employeur visé à l'article 1er le dernier jour de leur occupation et elle est fixée comme suit :

Ancienneté

La prime sociale est encore octroyée pour la période suivante après le paiement prévu au § 1. 1°

-----

-----

de 10 ans à moins de 15 ans	2 années de service
de 15 ans à moins de 20 ans	3 années de service
de 20 ans à moins de 25 ans	4 années de service
de 25 ans et plus	5 années de service

Les conditions prévues au § 1er, a) et b), sont applicables aux cas prévus dans le présent paragraphe.

Art. 6. Le mois commencé dont question à l'article 4, est défini comme suit : les ouvriers qui sont entrés en service avant le 16 du mois et les ouvriers qui ont quitté le service après le 15 du mois sont considérés comme ayant un mois d'inscription au registre du personnel.

Art. 7. Pour l'application de l'article 5, §1er, 1°, sont assimilés à des prestations de travail :

- 1°) les journées effectivement consacrées au travail, lorsque la durée des prestations journalières dépasse huit heures et que le nombre hebdomadaire de ces journées est inférieur à cinq, le nombre de journées de travail effectif s'obtient en divisant par huit le nombre d'heures effectivement consacrées au travail pendant le trimestre, le quotient étant arrondi à l'unité supérieure s'il comporte une fraction;
- 2°) les journées non consacrées au travail, pour lesquelles l'employeur est toutefois tenu de payer au travailleur une somme qui intervient dans le calcul des cotisations. Ce sont notamment les jours fériés légaux, les jours de petits chômages, les jours de congé pour motifs impérieux, les journées au cours

desquelles le travail est suspendu avec maintien du droit à la rémunération complète ou partielle, etc.;

- 3°) les journées de repos compensatoire accordées en vertu de la législation sur la durée du travail, en vue de réduire la durée hebdomadaire du travail à une moyenne de 40 heures ou moins;
- 4°) les jours de vacances légales et supplémentaires à concurrence des journées habituelles d'activité;
- 5°) la journée d'inactivité ou la journée non rémunérée de chacune des semaines comportant cinq journées de travail qui relèvent des catégories 1° à 4° ci-dessus, lorsque le travail hebdomadaire des ouvriers a été réparti tantôt sur cinq jours, tantôt sur plus de cinq jours au cours du trimestre.

Toute fraction de journée complète, quelle que soit la durée des prestations de travail ou le montant de la rémunération qui s'y rapporte, doit être considérée comme une journée complète.

b) Modalités de liquidation

Art. 8. 1°) Le Fonds envoie à tous les employeurs visés à l'article 1er une "première liste", en deux exemplaires, sur laquelle figurent déjà les noms, les adresses, le numéro de compte en banque et la date de naissance des ouvriers mentionnés dans les listes de l'année précédente.

L'employeur est tenu de faire ce qui suit :

- 1) d'apporter les modifications nécessaires aux noms et adresses mentionnés;

- 2) de supprimer les ouvriers n'ayant plus droit à la prime sociale;
- 3) d'ajouter les noms et les adresses des ouvriers qui sont entrés en service au cours de l'exercice et qui, en conséquence, étaient inscrits au registre du personnel pendant toute la période ou une partie de celle-ci;
- 4) de vérifier pour tous les ouvriers si leur date de naissance est exacte en la complétant au besoin;
- 5) d'indiquer pour tous les ouvriers le nombre de mois de prestations effectives ou assimilées effectués au cours de l'exercice, comme prévus aux articles 4, 5, 6 et 7 de la présente convention;
- 6) de vérifier le numéro de compte en banque des ouvriers, en le complétant ou améliorant au besoin.

Un exemplaire de la liste ainsi améliorée et complétée est renvoyé au Secrétariat du Fonds social avant la date mentionnée sur la liste. Le deuxième exemplaire reste en possession de l'employeur.

2°) Après l'enregistrement de ces données, le Fonds transmet à tous les employeurs une liste définitive en double exemplaire, en mentionnant par ouvrier : le montant brut de la cotisation due au Fonds social, telle qu'elle est fixée à l'article 20, le montant net de la prime sociale auquel les ouvriers ont droit, et enfin le montant de l'augmentation de la cotisation nette.

En bas de cette liste, les totaux de ces montants sont établis.

3°) Le Fonds envoie également les cartes d'ayant droit conçues à cet effet, à l'annexe de ces listes définitives. L'employeur remet ces cartes d'ayant droit aux ouvriers immédiatement après réception.

Art. 9. Les ouvriers présentent leur carte en double exemplaire afin qu'elle soit estampillée par l'une des organisations de travailleurs visées à l'article 5, 1 a), conformément aux instructions qui leur sont données par ces organisations. L'estampillage tient lieu de preuve d'ayant droit à charge du Fonds. Les cartes non ou non valablement estampillées ne donnent pas droit au paiement.

Les cartes d'ayant droit estampillées sont, immédiatement après leur estampillage, envoyées au Fonds par les organisations de travailleurs visées. Le double de ces cartes reste en possession desdites organisations de travailleurs.

Art. 10. Après avoir reçu les cartes d'ayant droit estampillées par les organisations représentatives des travailleurs, le Fonds procède au paiement de la prime sociale mentionnée sur la carte, par un virement au compte en banque des ouvriers ou, à défaut de celui-ci, par un ordre de paiement, au plus tard un mois après la date de réception de la carte d'ayant droit.

#### Section 2. - Prime de départ aux ouvriers syndiqués.

Art. 11. Il est octroyé aux ouvriers visés à l'article 1er une prime de départ unique à charge du Fonds social, dont le montant et les conditions d'octroi sont fixés ci-après.



## a) Montant de la prime de départ - Calcul

Art. 12. La prime de départ est acquise à raison de 550 F par année d'occupation dans une entreprise visée à l'article 1er au cours des vingt dernières années précédant la mise à la retraite, conformément aux dispositions légales ou conventionnelles concernant les pensions de retraite et de survie et à condition que l'intéressé soit en même temps membre d'une des organisations interprofessionnelles représentatives des travailleurs fédérées sur la plan national.

La prime de départ s'élève ainsi à 11.000 F au maximum.

Art. 13. Par "année d'occupation", il y a lieu d'entendre une occupation comportant au moins cent trente-deux journées de travail effectif ou assimilées par année civile.

§ 1. Les journées de travail assimilées sont :

- a) les journées effectivement consacrées au travail, lorsque la durée des prestations journalières dépasse huit heures et que le nombre hebdomadaire de ces journées est inférieur à cinq, le nombre de journées de travail effectif s'obtient en divisant par huit le nombre d'heures effectivement consacrées au travail pendant le trimestre, le quotient étant arrondi à l'unité supérieure s'il comporte une fraction;
- b) les journées non consacrées au travail, pour lesquelles l'employeur est toutefois tenu de payer au travailleur une somme qui intervient dans le calcul des cotisations. Ce sont notamment les jours fériés légaux, les jours de petits chômages, les jours de congé pour motifs impérieux, les journées au cours desquel-

les le travail est suspendu avec maintien du droit à la rémunération complète ou partielle, etc.;

- c) les journées de repos compensatoire accordées en vertu de la législation sur la durée du travail, en vue de réduire la durée hebdomadaire du travail à une moyenne de 40 heures ou moins;
- d) les jours de vacances légales et supplémentaires à concurrence des journées habituelles d'activité;
- e) la journée d'inactivité ou la journée non rémunérée de chacune des semaines comportant cinq journées de travail qui relèvent des catégories a) à d) ci-dessus, lorsque le travail hebdomadaire des ouvriers a été réparti tantôt sur cinq jours, tantôt sur plus de cinq jours au cours du trimestre.

Toute fraction de journée complète, quelle que soit la durée des prestations de travail ou le montant de la rémunération qui s'y rapporte, doit être considérée comme une journée complète.

§ 2. Les journées de suspension du contrat de travail résultant de causes économiques, d'intempéries ou de panne technique sont assimilées à des journées de travail effectif pour la détermination du nombre de journées effectives ou assimilées prévues dans le présent article.

§ 3. Les assimilations suivantes s'appliquent pour les ayants droit ayant acquis leur droit dans une entreprise située dans la région du Rupel, comportant les communes de Boom, Niel et Rumst :

- a) pour les ouvriers qui, au 31 mars 1975, sont victimes d'une incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident ou d'un accident du travail, la période complète d'incapacité de travail est assimilée à des prestations de travail;
- b) les ouvriers frappés d'une incapacité de travail après le 31 mars 1975 ont, par dérogation à l'article 12, la possibilité de prouver les années d'occupation visées par le même article, permettant ainsi de faire valoir ces années sur l'ensemble de leur carrière professionnelle dans les entreprises visées à l'article 1er;
- c) pour les ouvriers qui ne peuvent pas faire valoir 20 années d'occupation comme prévu à l'article 12, dans une entreprise visée à l'article 1er, chaque année d'incapacité de travail pendant leur carrière professionnelle dans cette entreprise par suite d'une maladie, d'un accident ou d'un accident du travail est assimilée à un an de prestations.

Les dispositions du paragraphe 3 s'appliquent jusqu'à concurrence du nombre maximum d'années pour lequel la prime de départ peut être acquise en application des articles 12 et 13, paragraphes 1 et 2.

b) Conditions d'octroi

Art. 14. Ont droit à la liquidation de la prime de départ visée à l'article 12, les ouvriers qui:

- 1° sont mis à la retraite ou sont prépensionnés;
- 2° prouvent que l'entreprise, au service de laquelle ils sont inscrits dans le registre du personnel au moment de leur mise à la retraite

ou de leur prépension, ressortit à la Commission paritaire de l'industrie des briques;

3° sont membres d'une des organisations représentatives des travailleurs.

Art. 15. Sont assimilés aux ayants droit à la liquidation de la prime de départ :

1° les ouvriers qui, par dérogation à l'article 14, 2°, sont chômeurs complets indemnisés au moment de leur mise à la retraite, à la suite d'une décision prise par un employeur d'une entreprise visée à l'article 1er;

2° les ouvriers qui, par dérogation à l'article 14, 2°, sont frappés d'une incapacité de travail au moment de leur mise à la retraite, soit par suite d'une maladie ou d'un accident, soit par suite d'un accident de travail, et qui étaient occupés en dernier lieu dans une entreprise visée à l'article 1er;

3° les ouvriers qui, au moment de leur mise à la retraite, ne sont pas occupés dans une entreprise visée à l'article 1er, parce que leur contrat de travail dans cette entreprise avait été rompu, soit par l'employeur, pour des motifs autres que des motifs graves qui justifient la rupture immédiate du contrat de travail, soit par les ouvriers eux-mêmes pendant une période de suspension temporaire du contrat de travail résultant de causes économiques ou d'intempéries, ou parce que le contrat de travail prenait fin pour cause de force majeure.

Cette dérogation ne s'applique que pour autant que les ouvriers qui font valoir leur droit prouvent une occupation de quinze années dans une entreprise visée à l'article 1er pendant les vingt dernières années précédant leur mise à la retraite.

Si les ouvriers bénéficient d'une prime de départ dans le secteur où ils étaient occupés en dernier lieu avant le moment de leur mise à la retraite, le montant de la prime de départ à octroyer est toutefois limité au montant maximum prévu par la présente convention collective de travail, compte tenu du montant éventuellement octroyé dans le secteur où l'intéressé était occupé en dernier lieu.

- 4° l'épouse ou l'époux habitant sous le même toit que l'ayant droit qui est décédé au service d'une entreprise visée à l'article 1er, après avoir atteint l'âge de 55 ans pour les hommes et de 50 ans pour les femmes, pour autant que l'ayant droit décédé compte au moins dix années de service dans une entreprise visée à l'article 1er.

c) Modalités de liquidation

Art. 16. La demande de liquidation de la prime de départ visée à l'article 11 aux ouvriers visés aux articles 14 et 15 est introduite par l'une des organisations représentatives des travailleurs auprès du Fonds social sur un formulaire destiné à cette fin.

La demande est introduite au moment où les ouvriers bénéficient d'un des systèmes prévus à l'article 14.

Pour l'application de l'article 15, 4°, la demande est introduite en cas de décès de l'ayant droit.

Les demandes qui ne sont pas introduites dans une période d'un an suivant la date à partir de laquelle les ouvriers bénéficient d'un des systèmes prévus à l'article 14 ou la date du décès ne sont plus recevables.

Art. 17. Le paiement de la prime de départ visée à l'article 11 est effectué à charge du Fonds social par l'intermédiaire de l'organisation syndicale concernée dans les trois mois suivant l'introduction de la demande.

Art. 18. Tous les cas particuliers découlant de l'application de la présente section sont soumis au Conseil d'administration du Fonds social.

### CHAPITRE III. - PERCEPTION DES COTISATIONS.

Art. 19. En exécution des dispositions de la présente convention collective de travail, le montant et le mode de perception des cotisations patronales pour la liquidation d'avantages sociaux complémentaires par l'intermédiaire du "Fonds social pour l'industrie briquetière" pour les exercices 1999 et 2000 sont fixés comme suit:

#### Section I. - Prime sociale.

Art. 20. 1) La cotisation patronale au Fonds social pour l'industrie briquetière est fixée pour l'année 1999 à 4.300 F au maximum et pour l'année 2000 à 4.700 F au maximum par ouvrier inscrit au registre du personnel.

Pour les prépensionnés, la cotisation est fixée à maximum 3.500 pour les années 1999 et 2000 à partir de l'exercice qui suit celui au cours duquel ils sont entrés en prépension.

Cette cotisation est augmentée de 200 F par ouvrier.

Si les ouvriers n'ont pas été inscrits au registre du personnel pendant toute la durée de l'exercice, la cotisation pour la prime sociale de l'ouvrier concerné, à l'exception des prépensionnés est calculée en multipliant par 358,33 F par ouvrier en 1999 et par 391,67 F en 2000 le nombre de mois ou de mois d'inscription commencés au registre du personnel pendant l'exercice.

En application du présent article, la cotisation arrondie pour la prime sociale est fixée comme suit :

<u>nombre</u> <u>de mois</u>	<u>1999</u>	<u>cotisation</u>	<u>2000</u>
1	358 + 200 = 558	392 + 200 = 592	
2	717 + 200 = 917	783 + 200 = 983	
3	1075 + 200 = 1275	1175 + 200 = 1375	
4	1433 + 200 = 1633	1567 + 200 = 1767	
5	1792 + 200 = 1992	1958 + 200 = 2158	
6	2150 + 200 = 2350	2350 + 200 = 2550	
7	2508 + 200 = 2708	2742 + 200 = 2942	
8	2867 + 200 = 3067	3133 + 200 = 3333	
9	3225 + 200 = 3425	3525 + 200 = 3725	
10	3583 + 200 = 3783	3917 + 200 = 4117	
11	3942 + 200 = 4142	4308 + 200 = 4508	
12	4300 + 200 = 4500	4700 + 200 = 4900	

Pour les prépensionnés auxquels la prime sociale est octroyée comme prévu à l'article 4.2., la prime sociale est calculée pour le prépensionné concerné en multipliant par 291,67 F en 1999 et 2000 le nombre de mois auquel il a droit au cours de l'exercice.

En application de ce qui précède, la cotisation arrondie pour la prime sociale des prépensionnés est fixée comme suit :

<u>nombre de mois</u>	<u>cotisation</u> <u>1999 et 2000</u>
1	292 + 200 = 492
2	583 + 200 = 783
3	875 + 200 = 1075
4	1167 -h 200 = 1367
5	1458 +h 200 = 1658
6	1750 +h 200 = 1950
7	2042 -h 200 = 2242
8	2333 -h 200 = 2533
9	2625 -h 200 = 2825
10	2917 +h 200 = 3117
11	3208 + 200 = 3408
12	3500 + 200 = 3700

2) La cotisation pour la prime sociale en faveur des ouvriers visés à l'article 5, 2 n'est pas due si le contrat de travail de ces ouvriers est suspendu depuis plus de deux ans par suite d'une incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident ou d'un accident du travail et si une cotisation a été versée pendant chacune des deux premières années suivant l'exercice au cours duquel ladite incapacité de travail est survenue.

Art. 21. Le versement de la cotisation pour la prime sociale a lieu :

- 1° le premier jour de paie suivant le 1er juillet, par les employeurs des entreprises de la région du Rupel, comprenant les communes de Boom, Niel et Rumst;
- 2° le 15 novembre, par les employeurs des entreprises de la région de la Campine, comprenant les communes de Beerse, Brecht, Essen, Hoogstraten, Malle, Merksplas, Oud-Turnhout et Rijkevorsel;



3° le 1er septembre, par les employeurs des entreprises non mentionnées aux 1° et 2° du présent article, soit chaque fois au plus tard un mois suivant la réception des formulaires visés à l'article 8 que le Fonds social envoie aux entreprises visées.

Au plus tard un mois après la réception de la liste définitive, l'employeur est tenu de renvoyer un exemplaire de cette liste au Fonds social.

L'employeur garde un exemplaire à titre de document comptable justifiant le paiement.

L'employeur verse au compte en banque du Fonds social pour l'industrie briquetière le montant total de la cotisation due, comme prévu à l'article 8, qui figure sur la liste définitive visée à l'article 8, 2°, total de la colonne "montant de la cotisation due".

Section 2. - Prime de départ aux  
ouvriers syndiqués.

Art. 22. Les charges financières de la prime de départ visée à l'article 12 sont supportées par le Fonds social, qui perçoit des cotisations à cet effet, dont le montant et les modalités de perception sont fixés chaque année par décision du Conseil d'administration du Fonds social, par ouvrier en service dans les entreprises visées à l'article 1er et selon les modalités prévues pour la détermination du montant de la prime sociale.

Section 3. - Prépension conventionnelle  
sectorielle.

Art. 23. 1) La cotisation patronale au Fonds social pour l'industrie briquetière pour les années 1999 et 2000 est fixée comme suit :

1° pour les entreprises "saisonnnières", à 88 F, multipliés par le nombre total de journées de travail effectuées par des ouvriers dans les entreprises pendant les périodes s'étendant respectivement :

- du 1er octobre 1998 au 30 septembre 1999,
- du 1er octobre 1999 au 30 septembre 2000,

avec un maximum de 19.800 F par ouvrier.

Par entreprises "saisonnnières", il y a lieu d'entendre les entreprises où les briques sont séchées par des moyens naturels;

2° pour les entreprises visées par la décision du 5 mars 1962 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des briques, fixant les conditions de travail dans les entreprises où les briques sont fabriquées à la table ou à la presse à moteur et/ou cuites en fours de campagne, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 28 août 1962, reconduite par la convention collective de travail du 25 septembre 1970, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 4 novembre 1970 :

- a) pour les ouvriers liés par un contrat de travail conclu pour une durée indéterminée, à 88 F, multipliés comme prévu au 1°;
- b) pour les ouvriers liés par un contrat de travail conclu pour une durée déterminée ou pour un travail nettement défini, à 88 F

par jour, multipliés par le nombre de journées réellement consacrées au travail par ouvrier pendant les périodes s'étendant respectivement :

- du 1er octobre 1998 au 30 septembre 1999,
- du 1er octobre 1999 au 30 septembre 2000,

3° pour les autres entreprises, à 88 F, multipliés par le nombre total de journées de travail effectuées par des ouvriers dans les entreprises pendant les périodes s'étendant respectivement :

- du 1er octobre 1998 au 30 septembre 1999,
- du 1er octobre 1999 au 30 septembre 2000,

avec un maximum de 19.800 F par ouvrier et un minimum de 9.900 F par ouvrier.

2) La cotisation mentionnée au paragraphe 1er doit être versée au Fonds social pour l'industrie briquetière avant le 31 octobre des années mentionnées au paragraphe 1er.

#### CHAPITRE IV. - DUREE DE VALIDITE.

Art. 24. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1er janvier 1999 et cesse d'être en vigueur le 1er janvier 2001, à l'exception des articles concernant la "prime de départ", qui sont conclus pour une durée indéterminée.

Les articles ci-dessus concernant la prime de départ, conclus pour une durée indéterminée, peuvent être dénoncés par l'une des parties moyennant un préavis d'un an à compter du 1er janvier de l'année suivant la notification de la dénonciation.

Cette dénonciation est notifiée par lettre recommandée adressée au Président de la Commission paritaire de l'industrie des briques et à chacune des parties signataires.

-----

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 29 JUNI 1999  
TOT TOEKENNING EN WIJZE VAN UITKERING VAN AANVULLENDE SOCIALE VOORDELEN EN VASTSTELLING VAN HET BEDRAG EN DE WIJZE VAN INNING VAN DE BIJDRAGEN VAN DE WERKGEVERS.

-----  
HOOFDSTUK I.- TOEPASSINGSGEBIED.

Artikel 1.- Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden en werksters, hierna werklieden genoemd, van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair Comité voor de Steenbakkerij.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op de N.V. SCHEERDERS-VAN KERCHOVE'S, Verenigde Fabrieken te Sint-Niklaas, en de werklieden die er zijn tewerkgesteld.

HOOFDSTUK II.- AANVULLENDE SOCIALE VOORDELEN.

Art. 2.- In uitvoering van de statuten van het Sociaal Fonds voor de Baksteenindustrie, worden volgende sociale voordelen, door bemiddeling van het Sociaal Fonds toegekend.

Afdeling 1. SOCIALE PREMIE.

a) Toekenningsmodaliteiten.

Art. 3.- Aan de werklieden, tewerkgesteld door een werkgever bedoeld in artikel 1, wordt ten laste van voornoemd Sociaal Fonds en onder de hieronder bepaalde voorwaarden een sociale premie toegekend.

Art. 4.- 1. De sociale premie bedraagt voor alle werklieden met uitzondering van de bruggepensioneerden maximum 4.300 F in 1999 en 4.700 F in 2000. Zij wordt berekend door het aantal maanden

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.  
01 -07-1999 | 08 -10-1999

NO. 52.490/6/114  
NO

en begonnen maanden inschrijving in het personeelsregister tijdens het in artikel 5, paragraaf 1 b) bepaalde dienstjaar, te vermenigvuldigen met 358,33 F in 1999 en met 391,67 F in 2000 voor de berekening van de premie van de jaren 1999 en 2000.

In toepassing van dit artikel 4.1 wordt de sociale premie als volgt vastgesteld:

aantal maanden -----	sociale premie -----	
	<u>1999</u>	<u>2000</u>
1	358	392
2	717	783
3	1.075	1.175
4	1.433	1.567
5	1.792	1.958
6	2.150	2.350
7	<b>2.508</b>	<b>2.742</b>
8	2.867	3.133
9	<b>3.225</b>	<b>3.525</b>
10	3.583	3.917
11	3.942	4.308
12	4.300	4.700

2. De sociale premie bedraagt voor de bruggepensioneerden 3.500 F in 1999 en 2000. Zij wordt berekend door het aantal maanden recht tijdens het in artikel 5 bepaalde dienstjaar te vermenigvuldigen met 291,66 F voor de berekening van de premie van de jaren 1999 en 2000.

In toepassing van dit artikel 4.2 wordt de sociale premie als volgt vastgesteld :

<u>aantal maanden</u>	<u>sociale premie</u> <u>1999 en 2000</u>
1	292
2	583
3	875
4	1.167
5	1.458
6	1.750
7	2.042
8	2.333
9	2.625
10	2.917
11	3.208
12	3.500

Art. 5.- 1. De werklieden, zonder onderscheid van leeftijd, hebben recht op de sociale premie indien zij beantwoorden aan de volgende voorwaarden:

- a) lid zijn van één van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties welke op nationaal vlak verbonden zijn
- b) tijdens het dienstjaar, dat ingaat op 1 juli van het vorig jaar en eindigt op 30 juni van het lopend jaar, ingeschreven zijn geweest in het personeelsregister van een in artikel 1 bedoelde onderneming;
- c) niet ontslagen zijn wegens dringende redenen.

Voldoen eveneens aan de voorwaarden vastgesteld in paragraaf 1. b) de werklieden:

- 1° waarvan de arbeidsovereenkomst is geschorst wegens arbeidsongeschiktheid ingevolge ziekte, ongeval of arbeidsongeval en die tijdens voormeld dienstjaar werkelijke of daarmee gelijkgestelde arbeidsprestaties hebben geleverd.

- 2° De bruggepensioneerden. Zij ontvangen voor de laatste maal de sociale premie zoals voorzien in artikel 4.1 voor het dienstjaar tijdens hetwelk zij op brugpensioen worden gesteld. Zij ontvangen voor de laatste maal de sociale premie zoals voorzien in artikel 4.2 in het dienstjaar tijdens hetwelk zij op pensioen worden gesteld. Zoals voorzien in 3° wordt de werklieden die op pensioen worden gesteld tijdens de période die ingaat op 1 januari en eindigt op 30 juni, eveneens beschouwd als zijnde ingeschreven in het personeelsregister tot 30 juni.
- 3° die op pensioen zijn gesteld, overeenkomstig de wettelijke of bij overeenkomst vastgestelde bepalingen betreffende de rust- en overlevingspensioenen, tijdens de période die ingaat op 1 januari en eindigt op 30 juni, aangezien zij worden beschouwd als zijnde ingeschreven in het personeelsregister tot 30 juni. Zij ontvangen de sociale premie zoals voorzien in het artikel 4.2.

2. De werklieden waarvan de arbeids-overeenkomst werd geschorst wegens arbeidsongeschiktheid ingevolge ziekte, ongeval of arbeidsongeval en tijdens voornoemd dienstjaar geen werkelijke of daarmee gelijkgestelde arbeidsprestaties hebben geleverd, hebben recht op de sociale premie. Deze is vastgesteld in verhouding tot de anciënniteit welke zij hebben bereikt bij dezelfde werkgever bedoeld in artikel 1 op de laatste dag van hun tewerkstelling en is bepaald als volgt:

Anciënniteit	De sociale premie wordt nog <u>voor de volgende termijn</u> toegekend na de uitkering <u>voorzien in paragraaf 1.1°:</u>
--------------	--



van 10 tot minder dan  
15 jaar 2 dienstjaren

van 15 tot minder dan  
20 jaar 3 dienstjaren

van 20 tot minder dan  
25 jaar 4 dienstjaren

van 25 jaar en meer 5 dienstjaren

De voorwaarden voorzien in paragraaf 1. a) en b) zijn van toepassing op de gevallen voorzien in onderhavige paragraaf.

Art. 6.- De begonnen maand waarvan sprake in artikel 4, wordt als volgt bepaald: de werklieden die voor de 16e van de maand in dienst zijn getreden en de werklieden die na de 15e van de maand uit dienst zijn getreden, worden beschouwd als hebbende een maand inschrijving in het personeelsregister.

Art. 7.- Voor de toepassing van artikel 5, paragraaf 1, 1° worden met arbeidsprestaties gelijkgesteld:

1° de dagen waarop werkelijk arbeid wordt verricht wanneer de duur van de dagelijkse prestaties acht uren overschrijdt en het aantal dezer dagen wekelijks minder dan 5 beloopt, wordt het aantal effectief gewerkte dagen verkregen door het aantal uren werkelijke arbeid tijdens het kwartaal door 8 te delen, indien dit quotient een breuk bevat, dan wordt het tot de hogere eenheid afgerond;

2° de dagen waarop geen arbeid wordt verricht, maar waarvoor de werkgever aan de werknemer een loon moet betalen, dat aanleiding geeft tot berekening van bijdragen. Het zijn inzonderheid de wettelijke feestdagen, de dagen klein verlet, de dagen verlof om dwingende redenen, de dagen tijdens welke de arbeid is geschorst met behoud van het recht op het volledig of gedeeltelijk loon, enz.

- 3° de inhaalrustdagen toegekend krachtens de wetgeving op de arbeidsduur en bestemd om de wekelijkse arbeidsduur op een gemiddelde van 40 uren of minder te brengen;
- 4° de wettelijke en bijkomende vakantiedagen tot beloop van de dagen van gewone aktiviteit;
- 5° de dag waarop geen arbeid wordt verricht of die niet betaald is tijdens elk van de weken die vijf arbeidsdagen bevatten, behorende tot hogervermelde categorieën 1° tot 4° wanneer de wekelijkse arbeid van de werknemer nu eens over 5 dagen, dan weer over meer dan 5 dagen in de loop van net kwartaal is verdeeld;

Elk daggedeelte, ongeacht de duur van de arbeidsprestaties of het bedrag van het loon dat hierop betrekking heeft, moet als een volledige dag worden aangezien.

b) Uitkeringsmodaliteiten.

Art. 8.- 1° Het Fonds zendt aan alle werkgevers bedoeld in art. 1 een "eerste lijst", in tweevoud, waarop reeds de namen, adressen, bankrekeningnummer en geboortedatum voorkomen van de werklieden die voorkwamen op de lijsten van het vorig jaar.

De werkgever zal op deze lijst:

1. de nodige wijzigingen aanbrengen aan de vermelde namen en adressen.
2. de werklieden schrappen die geen recht meer hebben op sociale premie.
3. de namen en adressen bijvoegen van de werklieden die in dienst zijn gekomen tijdens het dienstjaar en die bijgevolg tijdens de gehele periode of een gedeelte ervan ingeschreven waren in het personeelsregister.

- 4. voor alle werklieden nagaan of de geboortedatum juist is en deze aanvullen waar nodig.
- 5. voor alle werklieden het aantal, in de loop van het dienstjaar, gewerkte en gelijkgestelde maanden, opgeven zoals deze worden bepaald in de artikelen 4, 5, 6 en 7 van onderhavige overeenkomst.
- 6. het banknummer van de werklieden verifiëren en indien nodig aanvullen of verbeteren.

Eén exemplaar van de aldus verbeterde en aangevulde lijst wordt teruggezonden aan het Secretariaat van het Sociaal Fonds voor de datum, vermeld op de lijst. Het tweede exemplaar blijft in het bezit van de werkgever.

2° Na de verwerking van deze gegevens zendt het Fonds aan alle werkgevers een definitieve lijst in tweevoud, met vermelding per werkmán van: het brutobedrag van de verschuldigde bijdrage aan het Sociaal Fonds zoals deze werd vastgesteld in artikel 20, het netto bedrag van de sociale premie waarop de werkmán recht heeft, en ten slotte het bedrag van de verhoging van de netto-bijdrage.

Onderaan deze lijst worden de totalen gemaakt van deze bedragen.

3° Het Fonds zendt, in bijlage aan deze definitieve lijsten, eveneens de voorge-drukte kaarten van rechthebbende. Deze kaarten van rechthebbende worden door de werkgever onmiddellijk na ontvangst aan de werklieden overhandigd.

Art. 9.- De werklieden bieden hun kaart in dubbel exemplaar aan, om te worden gestempeld bij één van de in artikel 5, 1.a) beoogde werknemersorganisaties, overeenkomstig de onderrichtingen welke hen door deze organisaties worden gegeven.

De stempel geldt als bewijs van rechthebbende ten laste van het Fonds. De niet of ongeldig gestempelde kaarten geven geen recht op uitkering.

De afgestempelde kaarten van rechthebbende worden onmiddellijk na afstempeling door bedoelde werknemersorganisaties aan het Fonds gezonden. Het dubbel van deze kaarten blijft in het bezit van voormelde werknemersorganisaties.

Art. 10.- Na ontvangst van de door de representatieve werknemersorganisaties gestempelde kaarten van rechthebbende gaat het Fonds over tot de uitbetaling van de op de kaart vermelde sociale premie, door overschrijving op het bankrekeningnummer van de werkman, of bij gebreke aan een bankrekeningnummer, door uitschrijving van een betalingsorder, uiterlijk één maand volgend op de datum van ontvangst van de kaart van rechthebbende.

Afdeling 2.- AFSCHIEDSPREMIE AAN  
GEORGANISEERDE WERKLIEDEN.

Art. 11.- Aan de werklieden bedoeld in artikel 1 wordt een éénmalige afscheidspremie toegekend ten laste van het Sociaal Fonds, waarvan het bedrag en de toekenningsvoorwaarden hierna zijn vastgesteld.

- a) Bedrag van de afschiedspremie -  
Berekening.

Art. 12 .- De afscheidspremie wordt verworven op basis van 550 F per jaar tewerkstelling in een onderneming bedoeld in artikel 1 tijdens de laatste twintig jaar voor de pensionering, overeenkomstig de wettelijke of bij overeenkomst vastgestelde bepalingen betreffende de rust- en overlevingspensioenen en op voorwaarde dat de betrokkene gelijktijdig lid is van één van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties welke op nationaal vlak zijn verbonden.

De afscheidspremie bedraagt aldus ten hoogste 11.000 F.

Art. 13. - Door "per jaar tewerkstelling" moet worden begrepen een dienstverband dat ten minste honderdtweeëndertig effectieve of gelijkgestelde arbeidsdagen telt per kalenderjaar.

1. De gelijkgestelde arbeidsdagen zijn:

- a) de dagen waarop werkelijk arbeid wordt verricht, wanneer de duur van de dagelijkse prestaties 8 uren overschrijdt en het aantal dezer dagen wekelijks minder dan 5 beloopt wordt het aantal effectief gewerkte dagen verkregen door het aantal uren werkelijke arbeid tijdens het kwartaal door 8 te delen, indien dit quotient een breuk bevat, dan wordt het tot de hogere eenheid afgerond;
- b) de dagen waarop geen arbeid wordt verricht, maar waarvoor de werkgever aan de werknemer een loon moet betalen, dat aanleiding geeft tot berekening van bijdragen. Het zijn inzonderheid de wettelijke feestdagen, de dagen van klein verlet, de dagen verlof om dwingende redenen, de dagen tijdens welke de arbeid is geschorst met behoud van het recht op het volledig of gedeeltelijk loon, enz.
- c) de inhaalrustdagen toegekend krachtens de de wetgeving op de arbeidsduur en bestemd om de wekelijkse arbeidsduur op een gemiddelde van 40 uren of minder te brengen;
- d) de wettelijke en bijkomende vakantiedagen tot beloop van de dagen van gewone activiteit;
- e) de dag waarop geen arbeid wordt verricht of die niet betaald is tijdens elk van de weken die vijf arbeidsdagen bevatten, behorende tot hogervermelde categorieën a) tot d),

wanneer de wekelijkse arbeid van de werknemer nu eens over 5 dagen dan weer over meer dan 5 dagen in de loop van het kwartaal is verdeeld.

Elk daggedeelte, ongeacht de duur van de arbeidsprestatie of het bedrag van het loon dat hierop betrekking heeft, moet als een volledige dag worden aangezien.

2. De dagen tijdens welke de arbeidsovereenkomst werd geschorst wegens economische redenen, slecht weer of technische stoornis, worden met effectief gepresteerde arbeidsdagen gelijkgesteld voor het vaststellen van het aantal effectieve of gelijkgestelde dagen voorzien in dit artikel.

3. De volgende gelijkstellingen gelden voor de rechthebbenden die hun recht hebben verworven in een onderneming gelegen in het gewest Rupel, omvattende de gemeenten, Boom, Niel en Rumst:

- a) voor de werklieden die op 31 maart 1975 arbeidsongeschikt zijn wegens ziekte, ongeval of arbeidsongeval wordt de volledige période van arbeidsongeschiktheid gelijkgesteld met arbeidsprestaties;
- b) de werklieden die arbeidsongeschikt worden na 31 maart 1975 hebben, in afwijking op artikel 12 de bewijsmogelijkheid om de jaren van tewerkstelling bepaald in dit artikel 12 te doen gelden over hun gehele beroepsloopbaan in de ondernemingen bedoeld in artikel 1;
- c) voor de werklieden die minder dan 20 jaar tewerkstelling zoals bepaald in artikel 12 kan doen gelden in een onderneming bedoeld in artikel 1, wordt elk jaar van arbeidsongeschiktheid tijdens hun beroepsloopbaan in zulke onderneming wegens

ziekte, ongeval of arbeidsongeval gelijkgesteld met één jaar arbeidsprestaties.

De bepalingen van paragraaf 3 gelden tot beloop van het maximum aantal jaren waarvoor de afscheidspremie kan worden verworven bij toepassing van artikelen 12 en 13, paragrafen 1 en 2.

b) Toekenningsvoorwaarden.

Art. 14.- Hebben recht op uitkering van de in artikel 12 bedoelde afscheidspremie, de werklieden die :

- 1° op pensioen, of op bruggpensioen gaan;
- 2° aantonen dat de onderneming, waarbij zij in het personeelsregister zijn ingeschreven op het ogenblik van de pensionering of bruggpensioen, ressorteert onder het Paritair Comité voor de Steenbakkerij;
- 3° lid zijn van één van de representatieve werknemersorganisaties.

Art. 15.- Worden gelijkgesteld met rechthebbenden op de uitkering van de afscheidspremie :

- 1° de werklieden die, in afwijking van artikel 14, 2°, op het ogenblik van de pensionering volledig uitkeringsgerechtigde werkloze zijn, ingevolge een beslissing getroffen door een werkgever van een onderneming bedoeld in artikel 1;
- 2° de werklieden die, in afwijking van artikel 14, 2°, op het ogenblik van de pensionering arbeidsongeschikt zijn, hetzij ingevolge ziekte of ongeval, hetzij ingevolge arbeidsongeval en laatst waren tewerkgesteld in een onderneming bedoeld in artikel 1;

- 3° de werklieden die, op het ogenblik van de pensionering niet zijn tewerkgesteld in een onderneming bedoeld in artikel 1, omdat hun arbeidsovereenkomst in zulke onderneming werd verbroken, hetzij door de werkgever om andere dan dringende redenen welke de onmiddellijke verbreking van de arbeidsovereenkomst rechtvaardigen, hetzij door de werkman zelf in een période van tijdelijke schorsing van de arbeidsovereenkomst wegens economische oorzaken of wegens weersomstandigheden, hetzij omdat de arbeidsovereenkomst ingevolge een geval van overmacht een einde nam;

Deze afwijking is slechts van toepassing voor zover de aanspraak makende werklieden bewijzen vijftien jaar te hebben gewerkt in een onderneming bedoeld in artikel 1 tijdens de laatste twintig jaar voor de pensionering.

Indien de werklieden een afscheidspremie genieten in de sektor waar zij laatst werden tewerkgesteld voor het ogenblik van de pensionering, wordt het bedrag van de toe te kennen afscheidspremie echter beperkt tot beloop van het maximumbedrag voorzien door deze collectieve arbeidsovereenkomst, rekening houdend met het eventueel toegekend bedrag in de sektor waar de betrokkene laatst werd tewerkgesteld.

- 4° de samenwonende echtgenote of echtgenoot van de rechthebbende die overleden is in dienst van een onderneming bedoeld in artikel 1 en na de leeftijd van 55 jaar voor de mannen en 50 jaar voor de vrouwen te hebben bereikt, voor zover de overleden rechthebbende ten minste tien jaar dienst telt in een onderneming bedoeld in artikel 1.



c) Uitkeringsmodaliteiten.

Art. 16.- De aanvraag tot uitkering van de in artikel 11 bedoelde afscheidspremie aan de werklieden bedoeld in artikel 14 en 15, wordt ingediend door één van de representatieve werknemersorganisaties, bij het Sociaal Fonds op een daartoe bestemd formulier.

De aanvraag geschiedt op het ogenblik waarop de werklieden een van de in artikel 14 vermelde stelsels genieten.

Voor de toepassing van artikel 15, 4° geschiedt de aanvraag bij het overlijden van de rechthebbende.

De aanvragen welke niet worden ingediend binnen de période van één jaar volgend op de datum vanaf welke de werklieden een van de in artikel 14 vermelde stelsels genieten of van overlijden, zijn niet meer ontvankelijk.

Art. 17.- De uitbetaling van de in artikel 11 bedoelde afscheidspremie geschiedt ten laste van het Sociaal Fonds door bemiddeling van de betrokken syndikale organisatie, binnen de drie maanden na het indienen van de aanvraag.

Art. 18.- Alle bijzondere gevallen welke voortvloeien uit de toepassing van deze afdeling worden aan de Raad van Bestuur van het Sociaal Fonds voorgelegd.

HOOFDSTUK III.- INNING VAN DE BIJDRAGEN.

Art. 19.- In uitvoering van de bepalingen van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, worden het bedrag en de wijze van inning van de bijdragen van de werkgevers, voor de uitkering van aanvullende sociale voordelen door bemiddeling van het "Sociaal Fonds voor de Baksteenindustrie", voor de dienstjaren 1999 en 2000 als volgt vastgesteld:

Afdeling I.- SOCIALE PREMIE.

Art. 20.- 1. De bijdrage van de werkgevers aan het Sociaal Fonds voor de Baksteenindustrie wordt, wat betreft de **sociale premie** voor het dienstjaar 1999 vastgesteld op maximum 4.300 F en voor het dienstjaar 2000 vastgesteld op maximum 4.700 F per werkmán, ingeschreven in het personeelsregister.

Voor de bruggepensioneerden wordt de bijdrage vanaf het dienstjaar dat volgt op datgene tijdens hetwelk zij op brugpensioen zijn gegaan vastgesteld op maximum 3.500 F voor de dienstjaren 1999 en 2000.

Deze bijdrage wordt verhoogd met 200 F per werkmán.

Ingeval de werklíeden niet gedurende de gehele période van het dienstjaar ingeschreven zijn geweest in het personeelsregister, wordt de bijdrage voor de sociale premie, voor de betrokken werkmán met uitzondering van de bruggepensioneerden, berekend door het aantal maanden of begonnen maanden inschrijving in het personeelsregister tijdens het dienstjaar te vermenigvuldigen met 358,33 F per werkmán in 1999 en met 391,67 in 2000.

In toepassing hiervan is de afgeronde bijdrage voor de sociale premie als volgt vastgesteld:

	<u>aantal maanden</u>		<u>bijdrage</u>	
	<u>1999</u>		<u>2000</u>	
1	358	+ 200 = 558	392	+ 200 = 592
2	717	+ 200 = 917	783	+ 200 = 983
3	1075	+ 200 = 1275	1175	+ 200 = 1375
4	1433	+ 200 = 1633	1567	+ 200 = 1767
5	1792	+ 200 = 1992	1958	+ 200 = 2158
6	2150	+ 200 = 2350	2350	+ 200 = 2550
7	2508	+ 200 = 2708	2742	+ 200 = 2942
8	2867	+ 200 = 3067	3133	+ 200 = 3333
9	3225	+ 200 = 3425	3525	+ 200 = 3725
10	3583	+ 200 = 3783	3917	+ 200 = 4117
11	3942	+ 200 = 4142	4308	+ 200 = 4508
12	4300	+ 200 = 4500	4700	+ 200 = 4900

Voor de bruggepensioneerden waaraan de sociale premie wordt toegekend zoals voorzien in artikel 4.2. wordt de sociale premie voor de betrokken bruggepensioneerde berekend door het aantal maanden recht tijdens het dienstjaar te vermenigvulgen met 291,67 F in 1999 en 2000. In toepassing hiervan is de afgeronde bijdrage voor de sociale premie van de bruggepensioneerden als volgt vastgesteld :

	<u>aantal maanden</u>	<u>bijdrage</u>
		<u>1999 en 2000</u>
1		292 + 200 = 492
2		583 + 200 = 783
3		875 + 200 = 1075
4		1167 + 200 = 1367
5		1458 + 200 = 1658
6		1750 + 200 = 1950
7		2042 + 200 = 2242
8		2333 + 200 = 2533
9		2625 + 200 = 2825
10		2917 + 200 = 3117
11		3208 + 200 = 3408
12		3500 + 200 = 3700

2. De bijdrage voor de sociale premie ten gunste van werklieden bedoeld in artikel 5, 2. is niet verschuldigd indien de arbeidsovereenkomst van deze werklieden sinds meer dan twee jaar is geschorst wegens arbeidsongeschiktheid ingevolge ziekte, ongeval of arbeidsongeval en indien een bijdrage werd gestort tijdens elk van de eerste twee jaren volgend op het dienstjaar in de loop waarvan genoemde arbeidsongeschiktheid is ontstaan.

Art. 21.- De storting van de bijdrage voor de sociale premie heeft plaats op:

- 1° de eerste betaaldag volgend op 1 juli door de werkgevers van de ondernemingen van het gewest Rupel, omvattende de gemeenten Boom, Niel en Rumst.
- 2° 15 november door de werkgevers van de ondernemingen van het gewest Kempen, omvattende de gemeenten Beerse, Brecht, Essen, Hoogstraten, Malle, Merksplas, Oud-Turnhout en Rijkevorsel.
- 3° 1 september door de werkgevers van de ondernemingen niet vermeld onder 1° en 2° van onderhavig artikel, zijnde telkens uiterlijk een maand na de ontvangst van de formulieren bedoeld in artikel 8 die aan de genoemde ondernemingen worden toegezonden door het Sociaal Fonds.

Uiterlijk één maand na ontvangst van de definitieve lijst dient de werkgever één exemplaar van de definitieve lijst aan het Fonds terug te zenden.

De werkgever behoudt één exemplaar als boekhoudkundig dokument tot staving van zijn betaling.

De werkgever stort op de bankrekening van het Sociaal Fonds voor de Baksteenindustrie, het totaal bedrag van de verschuldigde bijdrage zoals voorzien in artikel 8 en zoals vastgesteld op de definitieve lijst vermeld in artikel 8, 2°, totaal van de kolom "bedrag der verschuldigde bijdrage".

Afdeling 2.- Afscheidspremie aan georganiseerde werklieden.

art. 22.- De financiële lasten van de bij artikel 12 bedoelde afscheidspremie worden gedragen door het Sociaal Fonds, dat hiervoor bijdragen int, waarvan het bedrag en de inningsmodaliteiten ieder jaar worden vastgesteld bij beslissing van de Raad van Bestuur van het Sociaal Fonds, per werkmán in dienst van de ondernemingen bedoeld in artikel 1 en volgens de modaliteiten welke zijn voorzien voor het vaststellen van het bedrag van de sociale premie.

Afdeling 3.- Sectorieel conventioneel brugpensioen.

Art. 23.- 1. De bijdrage van de werkgevers aan het Sociaal Fonds voor de Baksteenindustrie, voor de jaren 1999 en 2000 wordt als volgt vastgesteld:

1° voor de "seizonaal" werkende bedrijven, op 88 F, vermenigvuldigd met het aantal "dagen-werklieden-arbeid" dat in de ondernemingen werd getotaliseerd gedurende de période respectievelijk:

- ingaande van 1 oktober 1998 tot 30 september 1999.
- ingaande van 1 oktober 1999 tot 30 september 2000.

met een maximum van 19.800 F per werkmán.

Door "seizonaal" werkende bedrijven dient verstaan de bedrijven waar de bakstenen met natuurlijke middelen worden gedroogd.

2° voor de bedrijven bedoeld in de beslissing van 5 maart 1962 van het Nationaal Paritair Comité voor de Steenbakkerij, tot vaststelling van de arbeidsvoorwaarden in de ondernemingen waar bakstenen worden gemaakt aan de tafel of met de motorpers en/of gebakken in veldovens, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 28 augustus 1962, verlengd bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 september 1970, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 4 november 1970;

a) voor de werklieden verbonden door een voor onbepaalde tijd gesloten arbeidsovereenkomst, op 88 F vermenigvuldigd zoals voorzien in 1°;

b) voor de werklieden verbonden door een voor een bepaald werk of voor een bepaalde tijd gesloten arbeidsovereenkomst, op 88 F per dag vermenigvuldigd met een aantal werkelijk aan de arbeid bestede dagen per werkmán gedurende de période respectievelijk:

- ingaande van 1 oktober 1998 tot 30 september 1999;

- ingaande van 1 oktober 1999 tot 30 september 2000;

3° voor de andere bedrijven, op 88 F vermenigvuldigd met het aantal "dagen-werklieden-arbeid" dat in de ondernemingen werd getotaliseerd gedurende de période respectievelijk:

- ingaande van 1 oktober 1998 tot 30 september 1999;
- ingaande van 1 oktober 1999 tot 30 september 2000;

met een maximum van 19.800 F per werkmán en een minimum van 9.900 F per werkmán.

2. De in paragraaf 1 vermelde bijdrage dient aan het Sociaal Fonds voor de Baksteenindustrie te worden gestort voor 31 oktober van de in paragraaf 1 vermelde jaren.

#### HOOFDSTUK IV.- GELDIGHEIDSDUUR.

Art. 24.- Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999 en houdt op van kracht te zijn op 1 januari 2001, met uitzondering van de artikelen betreffende de "afscheidspremie" die voor onbepaalde tijd worden afgesloten.

Hogergenoemde artikelen betreffende de afscheidspremie die voor onbepaalde tijd werden afgesloten kunnen worden opgezegd door een van de partijen mits een opzeggingstermijn van één jaar te rekenen vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op de betekening van de opzegging.

Deze opzegging wordt bij een ter post aangetekende brief aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de Steenbakkerij en aan elk van de ondertekenende partijen betekend.

---